L'aquilon
Le souffle francophone des Territoires du Nord-Ouest
Envoi de publication — enregistrement nº10338 C.P. 456 Yellowknife, NT, X1A 2N4 Volume 34 numéro 44, 22 novembre 2019

Photo de photos



L'exposition Of the North *présente des clichés provenants de tout l'Arctique. Pour représenter les territoires canadien, l'oeuvre de Réné Fumoleau a été célébrée. Lire l'article en page 7. (Crédit photo : Mélanie Genest)*

Langues officielles à l'Assemblée législative

La commissaire dénoncait les manquements

Un rapport de la commissaire aux langues officielles remis en 2018 est resté caché.

Denis Lord

C'est un rapport de la commissaire aux langues officielles, jamais dévoilé, qui a suscité la récente bonification des services d'interprétation à l'Assemblée législative.

Shannon Gullberg aurait remis, le 25 mai 2018, le *Rapport du commissaire aux langues des Territoires du Nord-Ouest sur l'examen des services linguistiques à l'Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest* au président de l'Assemblée de l'époque, Jackson Lafferty.

M. Lafferty ne l'a pas déposé devant l'Assemblée législative et, conséquemment, il n'a jamais été mis en ligne sur le site de l'Assemblée législative, ni sur celui du commissariat, du reste.

Mme Gullberg assure avoir demandé qu'il soit déposé afin de rendre la problématique publique, ce que dément le greffier de l'Assemblée, Tim Mercer, et le service des communications de l'Assemblée.

« Madame Gullberg n'a pas requis que son rapport soit déposé en vertu de l'article 22 de la Loi [sur les langues officielles], mais elle est consciente des actions entreprises par l'Assemblée législative pour y répondre. », écrit le service des communications.

M. Lafferty et son successeur, Frederick Blake, n'ont pas répondu aux demandes d'entrevue de *L'Aquilon*.

« Je ne pense pas que ce soit un manque de transparence, commente la commissaire aux langues. Je pense que l'Assemblée sentait qu'elle n'avait pas le mécanisme pour déposer le rapport. »

Elle ignore s'il a été partagé avec les députés.

L'avocat Jacques-Benoît Roberge souligne que le dépôt d'un rapport suscite l'imputabilité des institutions concernées. Or, le rapport de Mme Gullberg « ouvre la porte à beaucoup plus que ce qui se fait actuellement à l'Assemblée législative ». « Ça élève le niveau d'attente », souligne-t-il, à des services dans toutes les langues officielles, par exemple dans les écoles, et à la traduction de tous les documents. La commissaire à la protection de la vie privée et au droit à l'information, Elaine Keenan Bengts, rappelle que l'Assemblée législative n'est pas tenue de se conformer à la même divulgation de documents que le gouvernement.

Le rapport

Disponible en anglais et dans une version intégrale en français, le rapport rédigé par Mme Gullberg a pour objectif « la démonstration que la diffusion des débats de l'Assemblée dans toutes les langues officielles est raisonnable, voire obligatoire ».

« L'Assemblée législative est l'assemblée du peuple, écrit la commissaire. L'offre d'un tel service véhicule un symbolisme fort : il manifeste l'importance qu'accorde le gouvernement à la langue et à la culture et il manifeste son engagement envers la population qu'il sert. »

Le rapport passe en outre en revue la jurisprudence sur les langues officielles, notamment les arrêts *Lavigne* et *Beaulac*, qui traitent de la valeur quasi constitutionnelle de la *Loi sur les langues officielles* et de la protection des droits linguistiques. Le rapport aborde les droits linguistiques des citoyens et des députés et dépasse le strict cadre de l'Assemblée.

Il est assorti de sept recommandations. Certaines sont d'ordre général, mais avec de grands champs d'application.

D'autres sont plus concrètes, portant notamment sur l'interprétation des débats.

L'Assemblée répond déjà, bien que partiellement et imparfaitement, à ces recommandations.

« Je reconnais le travail fait par l'Assemblée et les ressources déployées, de dire Jacques-Benoît Roberge, mais il reste beaucoup à faire. »

La commissaire a la même analyse.

« On peut encore faire mieux, note-t-elle, parce qu'il y avait beaucoup de problèmes à résoudre. » Il reste à voir si la prochaine Assemblée étendra le travail d'interprétation à tous les comités et toutes

#PoliTNO
Suite en page 8

Vie communautaire
Miser pour doner
Page 5





AFCHR
L'Asso intègre Fort Smith
Page 3

Éditorial

Maxence Jaillet

Le va et vient associatif

La fermeture de l'APADY, marque une étape importante dans la structure organisationnelle élaborée par les Franco-ténois des 40 dernières années. Cette association qui s'est clairement prononcée contre le déséquilibre des infrastructures gouvernementales visant la minorité francophone a finalement effectué le mandat qui a été sa raison d'être depuis plus de 15 ans. Avec la construction d'un gymnase pour les écoliers francophones, l'APADY est arrivée au sommet de son escalade. Pourtant, comme le souligne la directrice de la commission scolaire francophone, d'autres parois seront à surmonter pour assurer des espaces adéquats aux étudiants actuels de l'école Boréale ainsi qu'aux futurs étudiants de l'école Allain St-Cyr.

Qu'un autre organisme récupère les actifs d'une association, c'est du déjà vu ! Et finalement c'est ce qui est en train de se passer dans le Slave Sud avec l'expansion des activités de l'Association franco-culturelle de Hay River vers les francophones de Fort Smith dont l'association a mis la clé sous la porte il y a quelques années déjà. La structure organisationnelle franco-ténoise repose beaucoup sur le travail des bénévoles. Le plus souvent des bénévoles déterminés avec des convictions marquées sur ce qui doit changer ou doit évoluer. Ces individus sont rarissimes. Ne nous étonnons pas qu'il vienne un moment où il leur faut passer le flambeau, et qu'il n'y ait pas forcément quelqu'un pour le prendre.

Merci aux bénévoles.



www.aquilon.nt.ca
direction.aquilon@northwestel.net
C.P. 456, Yellowknife,
NT, X1A 2N4
(867) 766 - 5172

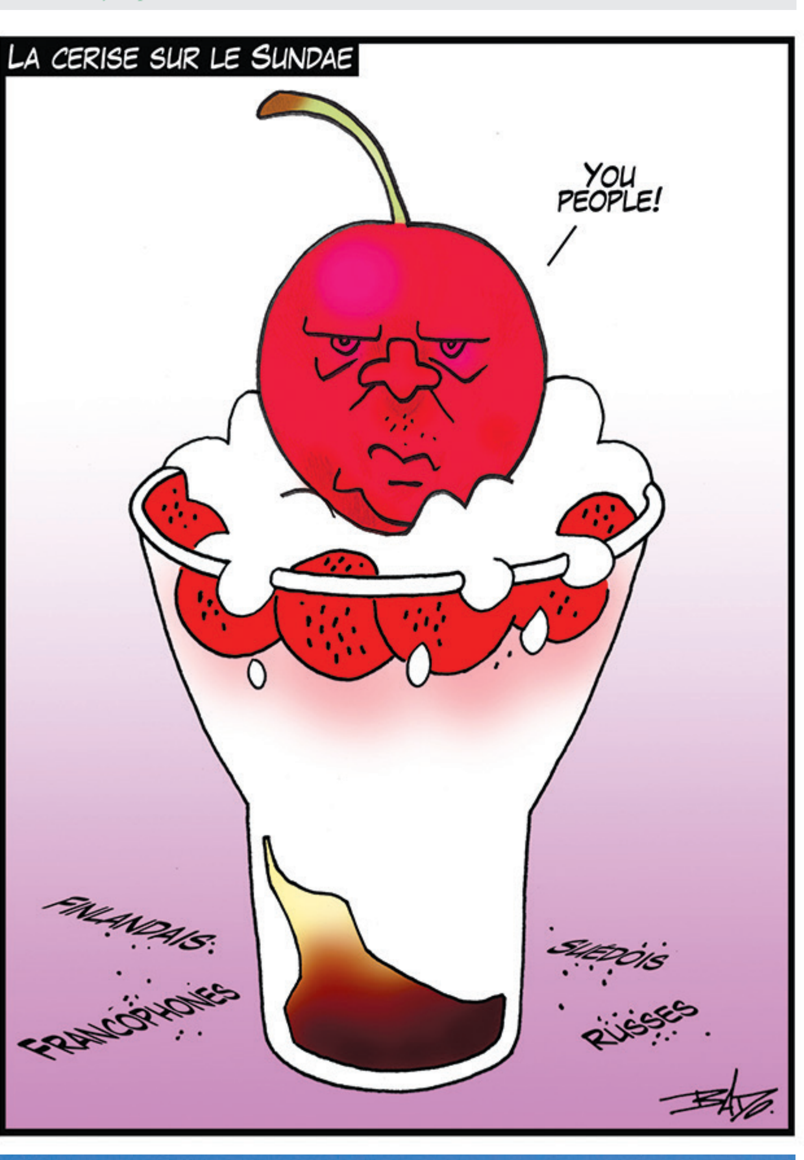
Directeur et rédacteur en chef : Maxence Jaillet
Correction : Jonathan Lavoie
Journalistes : Batiste Foisy, Mélanie Genest, Denis Lord, Nicolas Servel

Journal hebdomadaire publié le vendredi depuis 1986, *L'Aquilon* est la propriété des Éditions franco-ténoises/*L'Aquilon* subventionnées par Patrimoine canadien. Sauf pour l'éditorial, les textes n'engagent que la responsabilité de leur auteur·e et ne constituent pas nécessairement l'opinion de *L'Aquilon*. Toute correspondance adressée au journal doit être signée et accompagnée de l'adresse et du numéro de téléphone de l'auteur·e. La rédaction se réserve le droit de corriger ou d'abréger tout texte. Dans certains cas où les circonstances le justifient, *L'Aquilon* accèdera à une requête d'anonymat. Toute reproduction partielle est fortement recommandée à condition de citer la source. *L'Aquilon* est membre de l'Association de la presse francophone (APF) et applique la graphie rectifiée. N° ISSN 0834-1443

nouvelle orthographe

APF Association de la presse francophone | FIER MEMBRE

Abonnement annuel Version papier 35 $
Abonnement annuel Version PDF 30 $
Représentation commerciale nationale :
Lignes Agates Marketing 1-866-411-7486



Justice

Justice, ma bonne amie Justice,
Douce et gentille, mais sauvage,
Avec une personnalité feux d'artifice,
Comme des vagues en naufrage.

De beaux yeux menthe,
Avec un sourire d'or,
Tu es tout à fait véhémente,
Et je le dirais encore et encore.

Ton grand cœur,
Ta libre âme,
Tu es comme ma sœur,
Et dans ta voix, des flammes.

Je te connais depuis longtemps,
Nous n'étions pas toujours amies,
Chaque jour, nous jouons comme des enfants,
Tu chasses toujours mon ennui.

Séréna Jenna

LA COLONNE

Jeunes ambassadeurs recherchés pour Students on Ice

Du 5 au 20 juillet 2020, 100 étudiants accompagnés de scientifiques, d'ainés, d'artistes, de musiciens, de dignitaires, d'historiens, de penseurs et d'innovateurs participeront à une expédition spéciale pour célébrer les 20 ans de Students on Ice. L'expédition débutera à St. John's et se rendra jusqu'à Iqaluit. Les participants doivent être âgés de 14 à 24 ans et la date limite pour poser sa candidature au programme de bourse est le 30 novembre 2019. Les candidats retenus agiront en tant qu'ambassadeurs de leurs communautés et de leurs établissements d'enseignement. L'objectif de cette expédition est de connecter les jeunes à la nature et de leur apprendre les possibilités de contribuer à la santé des écosystèmes et des communautés du monde.

Hausse de la population d'identité autochtone

Selon un rapport de Statistique Canada, entre 2011 et 2016,la population canadienne d'identité autochtone a cru de 19,5 %, en comparaison à une hausse de 4,2 % de la population non autochtone, . Les auteurs de *Mobilité de réponse et croissance de la population d'identité autochtone, de 2006 à 2011 et de 2011 à 2016,* Vivian O'Donnell et Russell LaPointe, indiquent que cette croissance s'explique par les taux de natalité élevés de ses populations autochtones et par des réponses changeantes au fil du temps aux questions du recensement sur l'identité autochtone. Ce phénomène, qu'ils appellent la mobilité de réponse, pourrait entre autres être associé à une double ascendance. Les facteurs sociaux, les modifications législatives et les décisions judiciaires peuvent aussi avoir une incidence sur la manière dont les gens répondent aux questions du recensement, peut-on lire dans ce rapport.

Accusations de voies de fait graves

Le mercredi 13 novembre 2019 en matinée, la GRC a reçu un appel concernant des voies de fait graves à une résidence d'Inuvik. La victime, un homme de 34 ans, s'est rendue à l'hôpital d'Inuvik pour recevoir des traitements et a ensuite été transférée à Edmonton pour faire traiter ses blessures graves, mais non mortelles. Dustin Travis Rogers, 24 ans, est accusé de voies de fait graves. Il comparaitra en cour le 21 janvier 2020. L'enquête se poursuit.

Parades du père Noël

À Yellowknife, plus de vingt chars allégoriques sont attendus pour la parade du père Noël, qui aura lieu le samedi 23 novembre de 17 h à 19 h. Activités pour enfants et marché de Noël se tiendront au Centre Square Mall de 16 h à 19 h, en plus d'une prestation de Peter Rybs Band de 16 h à 16 h 45. À Hay River, la parade du père Noël aura lieu la semaine suivante, soit le vendredi 29 novembre de 18 h 30 à 21 h 30.

ERRATUM

Dans l'article « Festin multiculturel » (VOL.34 N.43 de L'Aquilon) il a malencontreusement été omis de mentionner la participation du Collège nordique et l'implication de Lucero Hernandez dans l'organisation du festin multiculturel.

Collaborateur·rice·s de cette semaine :

Oscar Aguirre
Vincent Desforges
Sandra Inniss
Séréna Jenna
Alexander Jones
Angélique Ruzindana Umunyana

20e AGA deAFCHR

L'Asso intègre Fort Smith

Plusieurs démarches sont en cours pour dynamiser la francophonie au sud du Grand lac des Esclaves.



Mila Benoit (à l'avant-plan) a dirigé avec Édith Vachon-Raymond une consultation sur l'avenir de l'AFCHR. (Courtoisie AFCHR)

Denis Lord

La nouvelle vocation régionale de l'Association franco-culturelle de Hay River s'est concrétisée le 15 novembre alors que quatre citoyens de Fort Smith en sont devenus membres, une première pour l'organisme qui tenait sa 20e assemblée générale annuelle (AGA).

L'Association franco-culturelle de Hay River (AFCHR) a apporté des révisions majeures à ses statuts et règlements dans cette optique d'agrandissement et pour se mettre à jour. Aucun changement n'avait été apporté depuis l'incorporation en 1999.

La proposition initiale de modification des statuts pour l'adhésion visait le Slave Sud, mais suite à la suggestion de l'assistance, on y a ajouté le Dehcho, afin de pouvoir inclure Fort Providence.

Un ajustement a aussi été apporté pour que les personnes de ces régions puissent siéger au conseil d'administration, ce qui sera en vigueur à partir de l'assemblée générale annuelle de 2020.

L'adhésion à l'AFCHR est désormais ouverte à tout adulte « démontrant un intérêt pour la langue et la culture francophones ».

La présidente de l'AFCHR, Soraya Ellert, parle de « gros changements, d'une étape décisive ».

« Je trouve que c'est positif, dit-elle. On va voir les réactions de l'autre bord du lac [lire la Fédération franco-ténoise]. »

Parmi les autres modifications des statuts et règlements, le changement d'adresse du siège social, la nécessité de prendre rendez-vous pour consulter les états financiers et une représentation de la jeunesse.

Le nouveau conseil

Plus d'une vingtaine de personnes ont assisté à l'AGA, qui avait lieu à l'école Boréale sous la présidence de Richard Létourneau. L'AFCHR a remboursé le déplacement des gens de Fort Smith.

Les membres ont élu au conseil d'administration Sarah Poitras, Simon Lepage, Olivier Chichery et Christine Sivret. Cette dernière avait été admise au conseil d'administration (CA) à titre d'observatrice de Fort Smith en 2018, mais est désormais résidente de Hay River. Son poste initial est désormais occupé par Marie-Pier Garant.

Leurs fonctions au sein du CA seront déterminées lors de sa prochaine réunion.

Le poste de président étant un mandat de deux ans, il ne sera théoriquement en jeu que l'an prochain.

Mme Ellert avait des craintes que tous les postes ne soient pas pourvus, mais il y a eu sept candidatures; des personnes se sont désistées quand elles ont vu que tous les postes seraient occupés, de sorte qu'il n'y a pas eu d'élections.

« L'Association s'est rajeunie », s'est réjouie Mme Ellert.

La directrice générale de la Fédération franco-ténoise (FFT), Linda Bussey, a assisté à une bonne partie de l'assemblée par vidéoconférence. Elle s'est dite impressionnée par le nombre de candidatures.

« C'est un bon signe de vitalité », a-t-elle affirmé.

Un bilan des activités

Lors de l'assemblée, la présidente a fait un bilan des activités de l'année précédente.

« Les cours de français pour débutants ont été un succès avec 10 inscriptions lors de la 2e session », a souligné Mme Ellert.

Le camp d'été de 2018 a eu lieu sans le financement de Jeunesse Canada au travail, mais a pu néanmoins avoir lieu grâce à « l'implication de jeunes femmes de la communauté ». Le financement est revenu l'été suivant.

Si les ateliers de bricolage n'ont pas joui de la popularité anticipée, le projet de thérapie par l'art, lui, a même reçu l'aval de gens généralement peu favorables à la communauté francophone, a souligné la présidente, et des amitiés y sont nées.

La communauté francophone de Hay River bénéficie d'une équipe de curling comprenant notamment Sheilany Bouchard et Étienne Brière. Ce dernier a également créé un *pool* de hockey.

L'année 2018-2019 s'est soldée avec un déficit de 15 500 $, attribuable à l'absence de financement de Jeunesse Canada au travail.

« Cette année, ça ne se compare même pas », a rassuré Soraya Ellert, ajoutant que la garderie allait très bien.

Travaux d'expansion

L'assemblée générale annuelle de l'AFCHR a été suivie par une plénière sur la planification stratégique de l'organisme pour les cinq prochaines années, avec l'agente de développement Édith Vachon-Raymond et Mila Benoit, chargée des activités à Fort Smith en l'absence de ressources locales.

« Il y a eu une très belle participation des membres », commente Mila Benoit.

« La plénière a été une activité engageante et nos membres ont participé généreusement à l'exercice malgré l'heure tardive, corrobore Édith Vachon-Raymond. […] L'engouement de nos participants et la formule de l'activité nous donnent l'heure juste sur le meilleur moyen de s'adresser à nos membres. […] Ça a aussi été l' occasion pour les observateurs de Fort Smith de prendre le pouls sur la réalité de notre communauté. » Selon Mme Ellert, la planification stratégique devrait être rendue publique d'ici le 31 mars.

À Fort Smith début décembre, une activité aura lieu pour les francophones et les francophiles. La date sera confirmée ultérieurement.

« C'était une très belle AGA, il y avait une bonne dynamique dans la salle », conclut la présidente.

Vie associative

L'APADY, c'est fini !

L'Association des parents ayants droit de Yellowknife a été dissoute lors d'une assemblée générale annuelle, le 7 novembre dernier. Ses actifs seront transférés à la Garderie Plein Soleil. La présidente sortante Océane Coulaudoux et l'un des membres fondateurs de l'association, Yvonne Careen, font le point sur cette résolution.



Océane Coulaudoux et Jacques Lamarche lors du moment de concécration de l'APADY, l'ouverture des espaces communautaires et du gymnase de l'école Allain St-Cyr en novembre 2018. (Archives L'Aquilon)

Sandra Inniss

Dix membres de l'Association des parents ayants droit de Yellowknife (APADY) et une observatrice étaient présents pour marquer la dissolution de l'organisme fondé en 2003. La présidente sortante de l'APADY, Océane Coulaudoux, explique qu'il aurait fallu trois nouveaux membres pour administrer l'organisme, chose qui ne s'est pas produite.

Le manque de relève aura donc causé la fin des activités : « Ce n'est pas la première année qu'on demandait aux gens de se présenter. On devait fermer l'APADY l'année dernière et de nouvelles personnes se sont mises sur le CA. On a décidé de continuer et puis finalement, ces personnes ne voulaient pas continuer non plus ». Lors de cette dernière assemblée du 7 novembre, les membres ont souligné le succès de l'un des principaux mandats de l'association depuis sa création, soit l'obtention de locaux plus grands et d'un gymnase pour l'école Allain St-Cyr à Yellowknife.

Ainsi, les actifs de l'APADY seront transférés à la Garderie Plein Soleil, avec la suggestion que cet argent soit utilisé pour la rénovation ou l'agrandissement de la garderie. Le montant serait d'environ 5 000 $, selon la présidente sortante. Les statuts et règlements de l'APADY stipulent qu'advenant la dissolution de l'organisme, tous les actifs doivent être transférés à un ou des organismes dont la mission est sensiblement la même que l'association. En concertation avec la Fédération franco-ténoise, il a été décidé que le tout soit remis à la garderie.

Mémoire pour la relève

« On va tout fermer en bonne et due forme. Ce n'est pas parce qu'on ferme l'APADY qu'il ne restera plus rien de l'APADY. Les documents papier seront conservés à la Fédération franco-ténoise et je conserverai le disque dur externe. Si quelqu'un veut repartir un organisme similaire, on aura toutes les informations disponibles, que quelqu'un pourrait reprendre », détaille Océane Coulaudoux.

Elle ajoute que ceux qui souhaiteraient relancer une association pour les parents et les familles ne devraient pas avoir peur de la charge de travail : « Il y a un très beau soutien entre les organismes […] Jamais je n'ai eu de portes qui se sont fermées devant moi. Ça a été très aidant et évidemment je veux remercier tous les organismes et les membres du conseil d'administration de l'APADY, Sylvie Savoie (vice-présidente), Alexandre Larouche (trésorier), Carolane Héon (secrétaire), Christine Lévesque, Édith Simard et Jane Ann Swim pour leur aide et tout ce qu'ils ont fait. J'ai beaucoup grandi en tant que présidente avec eux ».

Océane Coulaudoux recommande aux parents qui souhaiteraient relancer un projet similaire de faire des démarches de financement pour obtenir un employé rémunéré. Yvonne Careen appuie cette suggestion, relatant qu'historiquement, l'APADY avait déjà reçu un soutien pour des ressources contractuelles afin d'alléger le travail des bénévoles.

Défis à venir pour les établissements francophones

Yvonne Careen a été la première présidente de l'APADY lors de sa création en 2003, et ce jusqu'en 2009, quand Jacques Lamarche a pris le flambeau et qu'elle a pris la direction de l'école Allain St-Cyr. C'est elle et un groupe de parents qui avaient lancé l'association, inquiets du fait que l'école Allain St-Cyr commençait à manquer d'espace et d'infrastructure. « On a voulu travailler davantage du côté des revendications politiques pour se placer dans les rangs, pour une construction éventuelle », explique-t-elle. L'association, depuis sa création, offrait également des ressources aux parents afin que les enfants maintiennent leur niveau de langue française et puissent profiter de l'école en français à Yellowknife et aux Territoires du Nord-Ouest.

Yvonne Careen regrette la dissolution de l'Association des parents ayants droit de Yellowknife puisque, malgré l'obtention de la construction du gymnase et des salles adjacentes à l'école Allain St-Cyr, la population d'élèves continue de croitre, et de nouvelles installations seront bientôt nécessaires à son avis.

« Il y a aussi le projet de rénovation et/ou de construction pour la Garderie Plein Soleil. Le travail n'est pas fini, c'est juste que les parents qui pourraient prendre la relève sont occupés, ont des intérêts différents, mais ne réalisent pas que sans un groupe revendicateur de parents fort et dévoué, ça crée un vide quand il est temps de faire des revendications. C'est ça que je trouve plate, c'est que la relève n'est pas là, tandis que le nombre d'élèves à l'école continue à croitre. On penserait qu'il y aurait plus d'intérêt, mais il n'y en a pas plus ». En ce sens, Yvonne Careen encourage les parents à prendre la relève et à s'impliquer auprès des institutions scolaires francophones de Yellowknife et des Territoires du Nord-Ouest.

Activités communautaires

Miser pour donner

Des gens généreux; un encan réussi!

Mélanie Genest

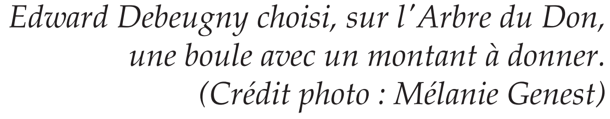
Ça sentait bon le temps des Fêtes au manoir Avens, samedi le 16 novembre dernier. La résidence de soins longue durée de Yellowknife a organisé une collecte de fonds sous forme d'encan silencieux. Le but? Que tous les résidents puissent recevoir des présents pour Noël.

Un flot constant de visiteurs, de 10 h à 15 h a afflué pour miser sur les différents prix, acheter quelques pièces d'artisanat ou des pâtisseries. Autant de dons d'artistes, d'entreprises ou d'individus de la collectivité : toiles, photos, coupon-cadeau, paniers de produits fins ou de friandises, scie électrique rose bonbon, gâteau aux carottes et noix de Grenoble, pantoufles en acrylique, ornements confectionnés sur place à l'aide de feutres indélébiles et de rondelles de bouleau… De bien belles transactions dans une atmosphère animée, grouillante, pleine d'échanges et de rires joyeux; pas silencieux pour deux sous! Des enfants, des cheveux blancs, des lutins verts et rouges. On entend parler dans les deux langues officielles!

Au centre de la pièce, notre roi des forêts déjà tout paré et baptisé pour l'occasion : *The Tree of Giving.* L'Arbre du Don. Le concept est vraiment chouette. Il y a des boules argentées avec des montants d'argent inscrits dessus et des bas de Noël avec des listes de cadeaux à l'intérieur. Les boules sont à prendre pour le montant d'argent inscrit qui servira à acheter les cadeaux des bas non choisis. Les bas de Noël sont aussi à prendre, mais au hasard, ce qui engage à acheter les objets ou produits inscrits sur la liste de souhaits pour un résident anonyme.

« Il y a des résidents qui n'ont pas la chance d'avoir de la famille proche, en ville, ou qui sont seuls, alors on ne veut pas laisser personne sans cadeau à Noël », explique le directeur des opérations, Maxime Carpentier. « Nous sommes un organisme à but non lucratif, ajoute-t-il, alors toute l'équipe d'Avens fait un effort supplémentaire à l'approche de Noël pour aller chercher des dons, soit en argent, soit en cadeaux directement ».




Edward Debeugny choisi, sur l'Arbre du Don, une boule avec un montant à donner. (Crédit photo : Mélanie Genest)

Conseil des ministres

Michael McLeod sur la touche

Le gouvernement minoritaire libéral de Justin Trudeau ne compte pas un seul ministre du Nord.

Batiste Foisy

Tout compte fait, le député des Territoires du Nord-Ouest, Michael McLeod, ne fera pas partie du conseil des ministres de Justin Trudeau.

Après sa réélection, le député avait clairement exprimé son désir d'occuper des fonctions exécutives au sein du gouvernement libéral et avait signalé que le peu d'élus libéraux dans le Nord et dans l'Ouest le mettait en bonne position pour plaider sa cause auprès du premier ministre. Or le conseil des ministres dont la composition a été annoncée le 20 novembre ne compte aucun élu des territoires.

En entrevue, le libéral ne cache pas sa déception. « Je me trouvais à Ottawa la semaine passée et j'ai su au courant de cette semaine que je n'allais pas être appelé pour servir dans le conseil des ministres, commente-t-il. J'aurais pensé que l'un de mes collègues du Nord trouverait une place au sein du cabinet ministériel, que ce soit Larry Bagnell du Yukon ou Yvonne Jones du Labrador. Ça ne s'est pas produit. Alors c'était décevant de constater qu'à nouveau il n'y aura pas de voix du Nord au conseil des ministres. »

Michael McLeod se dit néanmoins satisfait qu'un ministre des Affaires du Nord ait été nommé. C'est au député de Saint-Boniface-Saint-Vital Dan Vandal, un Métis et l'un des rares élus libéraux dans les Prairies, qu'on a confié ce rôle. Michael McLeod affirme avoir une bonne relation avec son collègue.

« Nous avons travaillé ensemble alors que M. Vandal présidait le caucus des élus autochtones. C'est un ami », affirme le député ténois, précisant que le nouveau ministre des Affaires du Nord parle couramment français.

Quant aux Services aux Autochtones, le portefeuille est confié au québécois Marc Miller, alors que Carolyn Bennett demeure en poste aux Relations Couronne-Autochtones. Aucun de ces ministres n'est autochtone, lui-même. Michael McLeod estime néanmoins que Marc Miller montre un intérêt sincère pour les dossiers et la cause autochtone.

« Il s'est engagé à apprendre la langue mohawk et il est en train de devenir vraiment bon, signale le député. Je suis très impressionné par ses progrès. Quand il est venu à Norman Wells, plus tôt cette année, à l'occasion de la cérémonie de signature de l'entente de principe sur l'autonomie gouvernementale, il a pris le temps d'apprendre un peu de déné et a prononcé le début de son discours en langue dénée. Ça nous a tous impressionnés. »

Pour ce qui est des dossiers qui touchent la francophonie, on retrouve toujours Mélanie Joly aux Langues officielles, alors que le Patrimoine est confié à l'écologiste québécois Steven Guilbault.



Michael McLeod lors de sa réélection en octobre dernier. (Archives L'Aquilon)

Sur les murs

Notre Nord, notre réel!

Of the North, une exposition de photographies nordiques, est présentée à un public qui y vit.



Le public peut admirer entre autres des photographies de la Russe Elena Anosova qui a exploré à l'extrême nord de son pays pour capturer des détails de la vie dans un petit hameau où vivaient ses ancêtres. (Crédit photo : Mélanie Genest)

Mélanie Genest

Représenter le Nord tel qu'il est vu et vécu par les gens du Nord; par les artistes et conteurs visuels du Nord, se réapproprier le discours sur la réalité nordique qui est trop souvent mise en images par des photojournalistes du Sud, telle est la motivation de l'exposition de photos *Of the North*, qui a été présentée du 15 au 20 novembre au Centre Square Mall de Yellowknife dans le cadre du festival de photographies *Far North*.

Les organisateurs, eux-mêmes photographes professionnels bien connus du milieu, ont voulu partager le travail qui se fait non seulement dans les autres territoires canadiens, mais tout autour du pôle. On a pu ainsi admirer des œuvres de l'Islande, du Groenland, de la Russie, de la Sibérie, de la Finlande, de la Norvège, de l'Alaska et du Canada. Et apprécier les différentes perspectives et la diversité des esthétiques et des points de vue offerts.

Deux projets ont été présentés simultanément; le premier par des photographes professionnels des régions circumpolaires du globe, et le deuxième par des photographes de tout acabit des territoires du Canada, à qui on a demandé de représenter leur conception de « la maison ».

La culture des peuples nomades du Nord, gravite autour de la survie du groupe; de la chasse et de la pêche. La décolonisation et la réappropriation culturelle passent par le retour à – ou par la persistance de – ces modes de subsistances premières. Ainsi, de nombreux participants ont opté pour des scènes extérieures où l'on voit des groupes, souvent de jeunes, à la chasse au caribou ou à la pêche à l'omble chevalier. On a pu aussi apprécier des scènes de la vie quotidienne comme ce salon bondé de monde couché partout quand la famille est en visite, ou cette dame qui fait des beignets avec l'aide de ses petits-enfants.

Une constante : l'omniprésence de l'eau et de la neige, du ciel, du dehors… Une perspective moderne, actuelle sur le Nord; on voit, par exemple des motoneiges plutôt que des chiens de traineaux, et les aurores boréales dansent loin des objectifs des appareils, quelque part dans l'invisible, d'où elles émergent parfois…

Cette exposition de photos, première en son genre, a aussi rendu hommage à un grand homme, un missionnaire libre penseur, un amoureux du Nord et de ses gens, qui nous a quittés en aout dernier. René Fumoleau, qui a laissé derrière lui plus de 15 000 photos, a été choisi pour représenter les Territoires du Nord-Ouest. Patrick Scott a bien connu et côtoyé René.

Durant le vernissage, il a rappelé à quel point c'était un conteur extraordinaire, qui avait une façon très personnelle et visuelle de raconter les choses. La première exposition de photos que M. Scott a vue ici à Yellowknife était de René Fumoleau, il y a plus de 40 ans. « René savait voir et capter la beauté là où elle se trouvait, dans le moment présent, c'était facile pour lui : il vivait toujours dans le moment présent », de témoigner Patrick Scott. Par-dessus tout, il aimait les gens. Cet amour est palpable dans ses portraits.

Au grand bonheur des visiteurs, un pan de mur complet de l'exposition était dédié à certaines de ses photos préférées.

#PoliTNO
Suite de la une

les séances publiques auxquelles participent les députés, comme le suggère la commissaire.

Reconnaissant le cout des services de traduction et d'interprétation, Mme Gullberg suggère d'employer à temps plein des interprètes et des traducteurs qui pourraient parallèlement offrir leurs services à d'autres organisations gouvernementales, ce qui pourrait globalement améliorer les services linguistiques gouvernementaux.

Un programme professionnel d'interprètes

Mme Gullberg recommande aussi que l'Assemblée et le ministre responsable des langues officielles mettent en place un programme professionnel de formation d'interprètes et de traducteurs pour répondre aux besoins de l'Assemblée législative et du GTNO en tout temps.

Elle demande la compilation de statistiques « sur les demandes de services de traduction et d'interprétation […] dans le cadre d'un changement de la culture entourant les services linguistiques offerts ».

« Mme Gullberg a fait un excellent rapport, même s'il est un peu idéaliste, analyse Jacques-Benoît Roberge. Il n'a pas dû plaire à la majorité. […] Il présente des vérités difficiles à avaler tout en étant inconfortables à réfuter. »

Fin de mandat

Mme Gullberg a terminé son mandat de quatre ans comme commissaire et l'Assemblée a ouvert le poste, avec échéance le 1er novembre dernier.

Elle refuse de dire si elle a soumis sa candidature.

« Mon espoir est qu'ils prennent une décision très bientôt, dit-elle, ce serait bon pour tout le monde. »

Signe d'intérêt pour le poste? Elle dit souhaiter suivre l'évolution de ses recommandations à la nouvelle Assemblée.

La commissaire anticipe ne pas avoir le temps de finir toutes les enquêtes amorcées.

« Ce n'est pas quelque chose d'inhabituel », précise-t-elle, ajoutant que la nouvelle personne en poste poursuivra les enquêtes.

Santé

L'interprétation médicale en français maintenant offerte à Stanton

C'est sans tambour ni trompette que l'Administration des services de santé et des services sociaux des TNO a recruté une interprète médicale professionnelle.



L'interprète médicale Mouna Filali et la coordonatrice du Réseau TNO Santé Audrey Fournier se sont entretenues à l'émission Bonjour, là!, *sur les ondes de Radio Taïga. L'entrevue est archivée sur le site web de la station francophone. (Crédit photo: Batiste Foisy)*

Batiste Foisy

Lors de votre prochaine visite à l'hôpital territorial Stanton vous pourrez demander le service et français… et l'obtenir ! C'est à tout le moins ce que laisse miroiter l'embauche, il y a six mois déjà, de la toute première interprète professionnelle dans le réseau de la santé des TNO.

L'interprète médicale Mouna Filali est en poste à Stanton depuis l'ouverture du nouvel hôpital territorial en mai dernier et accompagne effectivement des patients qui requièrent le service.

« Dès l'arrivée d'un patient francophone à l'hôpital [Stanton], une personne se trouve à la réception, que ce soit moi ou mon collègue coordonnateur [des services en français] pour saluer le patient, pour lui dire "bonjour", raconte-t-elle lors d'une entrevue accordée à Radio Taïga. À ce moment-là, il y a un rapport qui est établi entre le patient et le professionnel et on commence à parler et on présente nos services. »

D'après Mme Filali, l'offre du service d'interprétation devrait normalement être faite de façon systématique lorsque l'on s'aperçoit qu'un patient est francophone. « Ça va des deux côtés, précise-t-elle. Ou bien le patient demande un interprète de langue française [ou] nous disons "'Hi-Bonjour" à la réception et les francophones se mettent à parler plus en français, le rapport s'établit et on commence à parler des services et on demande [si le patient souhaite] un accompagnement ou un service d'interprétation. »

Bien que basée à Stanton, l'interprète peut également être réclamée dans les autres points de service de l'Administration des services de santé et des services sociaux des TNO (ASTNO). « J'offre le service d'interprétation à l'hôpital Stanton, mais aussi pour toute demande en dehors de l'hôpital, que ce soit les cliniques, les centres de santé de Yellowknife et même, à moyen terme, via télésanté, par téléphone, dans l'ensemble du territoire », détaille l'interprète qui précise que l'offre à distance est un service en voie d'établissement.

Selon Mme Filali, certains patients sont d'ores et déjà au courant de l'existence du service et le réclament sur une base régulière. « Je les accompagne depuis leur admission jusqu'à la fin de leur passage à l'hôpital. Parfois je passe une journée entière [avec le même patient]. »

De son propre aveu, l'interprète joue parfois aussi un rôle d'accompagnatrice des patients francophones. En ce sens la fonction revêt un aspect humain fondamental et c'est d'ailleurs ce contact qui a convaincu Mme Filali de se spécialiser dans le domaine médical.

Pas de promotion

Puisque le service est disponible depuis plusieurs mois, comment se fait-il qu'aucune annonce n'ait été faite pour faire connaitre ce nouveau service aux Ténoises et aux Ténois ?

Dans un courriel, le service des communications de l'ASTNO explique qu'on a voulu d'abord s'assurer que les services étaient bien rodés avant de le mettre de l'avant.

« En gros, écrit un porte-parole de l'ASTNO, nous avons créé un nouveau programme qui n'avait jamais été offert auparavant, alors nous devions nous assurer d'avoir en place la capacité et les services » avant d'en faire la publicité.

« L'intention était de couvrir un volume de travail raisonnable avant de mettre en œuvre une plus vaste campagne [de relations publiques] et de faire croitre la demande », écrit le porte-parole.

Selon l'ASTNO cette période de rodage permet d'élaborer les pratiques et protocoles associés au programme, de même que le système de référencement ainsi que de faire connaitre l'existence du service auprès du personnel de l'ASTNO.

Selon le service des communications de l'ASTNO, une campagne de promotion du service d'interprétation et de tous les services en français du système de santé sera déployée « d'ici un mois ou deux ».

Autres langues

L'interprète médicale Mouna Filali est la seule professionnelle du genre aux TNO. Dans les autres langues officielles, l'interprétation est assurée par des locuteurs sans spécialisation.

« Le français est la seule langue pour laquelle un poste spécifique d'interprète médical existe, écrit le service des communications de l'ASFTNO. Cependant nous offrons effectivement des services d'interprétation/facilitation dans les langues autochtones par l'entremise du programme de Bienêtre autochtone de l'hôpital Stanton. Nous offrons aussi du soutien à l'interprétation dans une vaste gamme de langues via le système CanTalk, un service d'interprétation/traduction téléphonique offert 24 h par jour, sept jours par semaine. Il s'agit de l'alternative que nous employons lorsque nous n'avons pas de membre du personnel pouvant offrir un service en personne. »



La Ligne de démarcation

Avez-vous une liste d'épicerie à soumettre aux nouveaux gouvernements ténois et fédéral ?

La semaine dernière, les chefs des principaux partis politiques fédéraux ont défilé dans le bureau du premier ministre Trudeau, qui va devoir composer avec leurs demandes, gouvernement minoritaire oblige.

Il semblerait que le contexte minoritaire soit le plus propice à faire avancer des projets de société, alors c'est une opportunité pour nous aussi, citoyens lambdas, de présenter nos listes d'épicerie.

Avez-vous une liste d'épicerie pour nos gouvernements ? La mienne s'allonge chaque jour avec tout d'abord le revenu de base universel, la réforme du mode de scrutin, et l'octroi du droit de vote aux résidents permanents et aux jeunes à partir de 16 ans.

Un revenu de base universel

Durant la campagne électorale fédérale, nous avons surtout entendu parler de projets qui divisent tels que la Loi sur la laïcité du Québec ou le projet d'expansion de l'oléoduc Trans Mountain. Nous n'avons pas entendu parler entre autres des stratégies de réduction de la pauvreté dans les différents débats politiques. Heureusement qu'au niveau territorial, des forums, notamment ceux organisés par Alternatives North, ont abordé la question de la pauvreté et des inégalités sociales croissantes.

Pendant leur premier mandat, les Libéraux ont introduit l'allocation canadienne pour enfants. Ils pourraient dans la même veine instaurer le revenu minimum garanti pour des personnes en âge de travailler.

Selon un récent sondage Gallup mené en collaboration avec la Northeastern University, 75 % des Canadiens soutiennent l'instauration d'un revenu universel de base au Canada. Le 26 octobre 2019, plusieurs groupes ont manifesté à travers le monde pour réclamer la mise sur pied d'un revenu de base garanti. Des villes comme Toronto, New York, Stockholm, Séoul et Bogotà se sont jointes au mouvement.

Le projet pilote du revenu de base universel en Ontario

La proposition faite au gouvernement de l'Ontario par Hugh Segal en 2017 était de remplacer le système de sécurité sociale en place par un revenu de base garanti. Le système en place est très bureaucratique et force les fonctionnaires responsables d'agir comme des policiers qui scrutent les modes de vie des gens pour dénicher les fraudeurs plutôt que d'aider véritablement les gens à sortir de la pauvreté. Les programmes de sécurité sociale à travers le Canada ne paient pas plus que 50 % de ce qui est nécessaire pour vivre au niveau du seuil de pauvreté, ou juste un petit peu au-dessus de ce seuil. Ces programmes sont tellement restrictifs qu'ils maintiennent les bénéficiaires dans un cercle vicieux d'insécurité financière et psychologique défavorable à la réintégration du marché du travail.

Ce revenu fonctionnerait comme le Supplément de revenu garanti octroyé aux personnes âgées de 65 ans et plus. En produisant sa déclaration de revenus, tout résident dont le revenu tomberait sous un certain seuil verrait son revenu mensuel automatiquement majoré pour atteindre le revenu de base garanti.

Le projet pilote proposé par Hugh Segal au gouvernement de la première ministre Kathleen Wynne était de cibler les personnes ayant un revenu de 45 à 70 % du seuil de pauvreté et de leur octroyer des subsides allant de 640 $ à 1300 $ par mois. En cas d'amélioration de leur situation financière, les bénéficiaires paieraient 50 % d'impôt sur la moitié de leurs gains, mais garderaient le reste de l'argent sans imposition. Lorsque leurs gains atteindraient le même montant que le revenu de base, ils seraient imposés de la même manière que n'importe quel citoyen.

Les résultats préliminaires de ce projet pilote étaient encourageants, mais le gouvernement de Doug Ford s'est empressé de le stopper dans les mois suivant l'élection provinciale de l'Ontario.

Un enjeu fédérateur, d'un océan à l'autre

Toutes les améliorations sociales et économiques qui ont fait la différence dans la vie des Canadiens ont découlé d'ententes multipartisanes. Le système d'assurance maladie universelle au Canada en est un exemple. Il a été adopté par un gouvernement libéral minoritaire dirigé par Lester B. Pearson. Le premier supplément de revenu garanti a d'abord été instauré par le Parti progressiste-conservateur à la tête d'un gouvernement minoritaire en l'Ontario. Le programme a ensuite été adopté par plusieurs provinces, et le gouvernement fédéral a introduit le Supplément de revenu garanti pour les bénéficiaires de la pension de la sécurité de la vieillesse. Ce programme s'assure qu'aucun résident canadien âgé de 65 ans ou plus ne vive avec moins de 1200 $ par mois.

Des initiatives provinciales en cours

Les Verts constituent l'opposition officielle au nouveau gouvernement minoritaire conservateur de l'Ile-du-Prince-Édouard. Une résolution de la nouvelle législature stipule la nécessité d'un revenu minimum garanti et un comité spécial sur la pauvreté y travaille actuellement et cherche à s'inspirer du projet pilote lancé en Ontario par la première ministre Kathleen Wynne en 2017. En Colombie-Britannique, un comité d'experts sur la pauvreté planche également sur ce dossier.

Qui sont les principaux opposants au revenu de base universel ?

Premièrement, des fonctionnaires responsables des programmes de sécurité du revenu ne verraient pas d'un bon œil ce droit statutaire qui, à l'instar du supplément de revenu garanti des ainés, serait versé de manière automatique. Les syndicats sont habituellement des champions des programmes visant à la réduction de la pauvreté; mais ils sont hostiles à un système qui implique un transfert direct de fonds sans droit de regard des fonctionnaires dont les emplois seraient ainsi menacés.

Et des partisans de droite qui affirment qu'une telle mesure encouragerait plus de gens à ne rien faire puisqu'ils seraient payés à ne rien faire... 70 % des Canadiens vivant en dessous du seuil de pauvreté travaillent. Certains, dans beaucoup de grandes villes, exercent plus d'un emploi, mais ils ne peuvent pas dépasser le seuil de pauvreté à cause des couts de vie exorbitants. Ainsi, la notion que ce revenu de base garanti exhorterait la paresse n'est pas justifiée.

Combien ça nous couterait ?

Le revenu de base universel viendrait remplacer la plupart sinon la totalité des autres programmes de sécurité sociale, incluant les prestations pour les personnes handicapées.

D'après le modèle du revenu universel de base utilisé en Ontario, ce programme couterait initialement environ 76 milliards de dollars. Mais, très vite, à cause des autres programmes qu'il remplacerait et des gains « collatéraux » associés à une meilleure qualité de vie de l'ensemble des citoyens, le cout serait abaissé à 44 milliards d'un océan à l'autre. À titre d'exemple, l'Ontario à lui seul dépense 10 milliards de dollars en sécurité sociale, incluant les prestations versées aux personnes vivant avec des handicaps.

Même s'il y a des oppositions au revenu de base garanti, ce concept est aussi une façon de bâtir l'unité nationale autour d'un projet auquel chaque province et territoire pourrait adhérer. À nous de nous assurer que les programmes politiques des nouvelles législatures territoriale et fédérale priorisent le revenu de base garanti.

Pour avoir plus d'informations et soutenir le mouvement pour une garantie de revenu de base pour tous, visitez le site Web du Réseau canadien pour le revenu garanti.



L'après-cyberattaque au Nunavut

Le cout des réparations du système informatique du Nunavut est pour l'instant inconnu.

Denis Lord

Le gouvernement du Nunavut se remet progressivement d'une cyberattaque par un rançongiciels (ransomware) qui a eu lieu le 2 novembre et a affecté ses communications électroniques.

Les employés gouvernementaux ont pu être payés comme prévu le vendredi 15 novembre. Il y aurait eu de brefs délais pour les employés vivant dans les petites collectivités et n'employant pas le dépôt direct, ainsi que pour différents versements, comme l'aide financière aux étudiants.

Le détachement de la GRC au Nunavut a confirmé dialoguer avec le gouvernement territorial au sujet de la cyberattaque, sans toutefois préciser si elle menait officiellement enquête.

Selon le service des communications du gouvernement nunavois, celui-ci n'a jamais connu le montant exigé par les pirates informatiques; pour le savoir, il aurait fallu qu'il révèle plus d'informations sur son système.

Le gouvernement a décidé de ne pas payer la rançon puisqu'il n'avait pas de garantie qu'il récupèrerait ses fichiers ou ne serait pas attaqué de nouveau.

Il a travaillé avec des experts en sécurité comme FireEye et Microsoft pour restaurer son système informatique en utilisant des fichiers de sauvegarde. Tous les ordinateurs des employés ont dû être rappatriés et reinitialisés avant d'être reconnectés au réseau.

Le 12 novembre le gouvernement a confirmé que les données de tous les ministères ont été récupérées jusqu'au 31 octobre.

Pour des raisons de sécurité, le gouvernement ne révèlera pas les mesures qu'il a prises pour qu'il n'y ait pas de récidive. Les couts liés à la cyberattaque sont pour l'instant inconnus.

La commissaire Elaine Keenan Bengts mènera une enquête

Le premier ministre Joe Savikataaq a fait savoir par voie de communiqué qu'il n'y avait pas de préoccupation sur la perte d'information ou sur d'éventuelles failles dans la protection de la vie privée.

Cependant, le bureau de la commissaire à l'information et à la protection de la vie privée a confirmé qu'il y aurait une enquête sur la cyberattaque.

Le 2 novembre, une nouvelle forme de rançongiciels a infecté les ordinateurs du gouvernement à travers le territoire, codant des fichiers individuels de différents serveurs et de postes de travail. Tous les services gouvernementaux nécessitant un accès à l'information électronique ont été touchés sauf la Société d'énergie Qulliq.

Il y a eu quelques retards à différents niveaux des services gouvernementaux. Dans différents ministères et dans le système hospitalier, les travailleurs ont dû retourner à un système d'information sur papier.

Selon la firme de sécurité informatique Emsisoft, citée par plusieurs médias, il y aurait actuellement une vague de rançongiciels ciblant les municipalités, les écoles et les hôpitaux au Canada, en Australie, en Espagne et au Royaume-Uni.

Déclaration-choc des Jeunes leadeurs de l'Arctique

Une organisation transnationale de jeunesse autochtone arctique est fondée à Rovaniemi.

Denis Lord

Contrôle des pêcheries, des affaires et du tourisme, dénonciation du colonialisme comme vecteur de la disparition et de l'assassinat des femmes autochtones : les Jeunes leadeurs de l'Arctique y ont été d'une déclaration incisive pour le premier sommet de leur histoire, qui avait lieu en Finlande, à Rovaniemi, les 12 et 13 novembre derniers.

L'évènement avait lieu en marge du 6e Sommet des leadeurs de l'Arctique, qui réunit les six organisations autochtones qui ont le statut de participants permanents au Conseil de l'Arctique. 27 jeunes appartenant à ses organisations, hormis le Conseil athabascan de l'Arctique, y ont participé.

« Nous nous sommes entendus pour établir un Conseil de la jeunesse autochtone de l'Arctique », explique la présidente du Conseil national des jeunes Inuits, Crystal Martin-Lapenskie, qui devrait elle-même siéger à ce Conseil.

« Nous souhaitons avoir un sommet chaque année », dit-elle, soulignant la nécessité d'inclure la jeunesse autochtone dans les prises de décision sur l'Arctique. « Parce que ça nous touche aujourd'hui et ça continuera de nous toucher demain. »

À Rovaniemi, les Jeunes leadeurs ont lu leur déclaration à leurs ainés.

« C'était un moment vraiment historique, s'émeut Crystal Martin-Lapenskie. Et chacun d'eux a reconnu l'importance de travailler avec les Jeunes leadeurs de l'Arctique pour aller de l'avant. Ils ont dit qu'ils arrivent à une époque où ils devront se retirer et que ce sera aux jeunes de prendre la relève. »

Une déclaration autonomiste

La naissance de la nouvelle organisation se fait sous avec une déclaration très forte en faveur de la souveraineté autochtone sur nombre d'aspects.

Reconnaissant que l'intérêt pour le Nord provoquera une augmentation du tourisme, les auteurs de la déclaration exigent le droit de décider qui voyage dans leurs territoires traditionnels et à quelles activités ils participent.

Dans le secteur du développement économique et des infrastructures, ils demandent le contrôle des pêcheries, arguant être les mieux placés pour adapter et gérer les ressources à l'heure de l'augmentation des températures et de la migration des poissons.

Ils demandent en outre plus de contrôle sur les hardes de caribous et sur le développement des affaires sur leurs terres.

Les auteurs demandent que les langues autochtones deviennent des langues officielles dans les pays où ils habitent et qu'elles aient la même valeur que les autres langues officielles.

« Nous reconnaissons, est-il écrit dans la déclaration, que l'épidémie d'assassinats et de disparitions de femmes et de personnes non binaires en Arctique est directement liée à la colonisation continue et au viol de nos terres et de nos eaux par les industries pétrolières et minières et par le colonialisme vert. La libération de nos corps et celle de nos terres sont inséparables. »

L'inclusion

« C'est tellement important dans nos communautés, avoir cette possibilité d'être inclus », observe Mme Martin-Laspenskie à propos de cette déclaration qu'elle dit longuement travaillée. Nous avons aussi mis beaucoup l'accent sur la sécurité alimentaire, et la santé mentale. Il y a tellement de priorités que nous avons identifiées que nous sentons que nous devons continuer d'être inclus dans ces discussions. »

Gail Wallace est une Inuite de Rankin Inlet vivant à Winnipeg. Elle est une des deux personnes déléguées à Rovaniemi par le Réseau de la jeunesse arctique, un organisme axé sur la coopération internationale et le renforcement des capacités.

« Pour rédiger la déclaration, signale-t-elle, nous sommes rentrés dans une pièce où personne ne se connaissait, mais, à la fin de la journée, nous étions une famille. La déclaration est l'emblème de notre travail et de notre dévouement à créer un meilleur avenir pour notre peuple et notre terre. »

Gail Wallace espère rester en contact avec les gens qu'elle a rencontrés au sommet et travailler avec eux pour que leur déclaration devienne une réalité.

Les organisations autochtones qui sont participants permanents au Conseil de l'Arctique sont : l'Association internationale aléoutienne, le Conseil athabascan de l'Arctique, le Conseil circumpolaire inuit, le Conseil gwich'in international, l'Assocation russe des peuples autochtones du Nord et le Conseil des Samis.

La fondation du Conseil de la jeunesse autochtone de l'Arctique à Rovaniemi a aussi été une occasion de réseautages et d'ateliers.



Kristina Bär

Urbanisme

Qu'est-ce qui se passe à Kam Lake South?

Au cours des deux dernières semaines, le quartier Kam Lake South s'est retrouvé au cœur de l'actualité et à l'ordre du jour du conseil municipal de Yellowknife. La cause? Le zonage proposé est perçu comme contradictoire.

Vincent Desforges

Le quartier Kam Lake South était à l'ordre du jour du conseil municipal au cours des deux dernières semaines. Les usages proposés sous le zonage du nouveau secteur seraient en cause. Ceux-ci permettraient la création de nouveaux lots aux usages résidentiel, agricole, touristique et industriel.

Pour certains conseillers, ces usages semblaient contradictoires, surtout pour les résidents des alentours. Dans un éditorial du *Yellowknifer*, on pouvait recemment lire que ce nouveau zonage mènerait la ville à répéter des erreurs qu'elle avait commises avec Kam Lake – un secteur industriel à usages également résidentiels , une réalité reflétée dans le nouveau plan d'urbanisme.

Aux voix des conseillers ce sont aussi ajoutées celles des résidents de Grace Lake, un quartier résidentiel à très faible densité avec de grands terrains situés sur les rives sud et nord du lac Grace. La partie sud de Grace Lake, en particulier, se retrouvera, selon le zonage proposé par la ville, complètement entourée par Kam Lake South. Grace Lake, sous le nouveau régime de zonage, la construction se verra aussi limitée aux lots déjà cadastrés. L'arrivée potentielle de fermes et de nouveaux lots pour chiens de traineau a causé la consternation chez les résidents de Grace Lake, qui ont soulevé les problèmes des odeurs et des bruits indésirables en lien avec cette nouvelle réalité. Une motion pour amender le plan d'urbanisme, qui aurait limité les chenils à leur secteur actuel, a été rejetée par le conseil municipal. On peut toutefois s'attendre à voir des changements dans la version finale du plan d'urbanisme.

Le zonage de Kam Lake South

Kam Lake South, sous le nouveau plan d'urbanisme, est conçu comme le nouveau foyer de la communauté des *mushers*, pour les chenils de chiens de traineau. Quelques usagers industriels légers ainsi que la carrière pourront demeurer à leur emplacement actuel, mais aucune nouvelle industrie ne sera autorisée à s'installer au sud du ruisseau qui sépare Kam Lake et Kam Lake South. Les autres usages encouragés dans le secteur seront le tourisme à faible impact et l'industrie des loisirs, mais seulement où l'infrastructure existe déjà pour les soutenir – une restriction qui semble plutôt lourde si la ville désire développer le secteur touristique. Enfin, l'agriculture, incluant les petites fermes et les serres, sera aussi permise au sud du ruisseau.

Ce mélange hétéroclite d'usages possède un fil conducteur : soit l'industrie du tourisme, un secteur mal représenté dans les outils de zonage traditionnel des urbanistes. En englobant tout le secteur sud de Grace Lake, les usages permis par le zonage tentent de concilier les usages existants et futurs.

Le problème de Kam Lake South n'est donc potentiellement pas en lien avec les usages, mais plutôt avec la délimitation de l'espace. Le quartier Kam Lake South est tout simplement trop grand.

Un compromis?

Une possibilité pour rassembler les usages du quartier et rapprocher le secteur résidentiel pourrait être d'agrandir l'espace de zonage désigné Grace Lake. Le développement agricole et touristique pourrait être limité au côté ouest du chemin Kam Lake, créant ainsi un espace « tampon » pour les résidents de Grace Lake. Cela ne règlerait évidemment pas les problèmes de bruits ou d'odeur de manière définitive, mais les résidents n'auraient pas à craindre que le lot voisin soit un site touristique, une ferme ou un enclos à chien. Cela pourrait également limiter le risque de contamination du lac Grace.

Des modifications devraient être apportées au zonage proposé pour accommoder les usages agricoles et d'un futur terrain de golf, et ce, de concert avec les résidents.

Une telle approche assurerait aux promoteurs touristiques, aux *mushers* et autres entrepreneurs un accès à Kam Lake, un atout pour plusieurs de ces entreprises. Plutôt que de mélanger les usages industriel, touristique et résidentiel, cette approche permettrait une certaine séparation sans pour autant nuire à la construction de maisons dans la région adjacente à Kam Lake.



Oscar Aguirre

La contribution majeure de Jean-Philippe Rameau au développement de la théorie de la musique se rapporte à deux livres : *Traité de l'harmonie réduite à ses principes naturels (1722),* ancré dans la mathématique cartésienne, et *Nouveau système de musique* (1726), qui porte plutôt sur la physique de la production et de la résonance des ondes. Ces deux œuvres ont suscité l'intérêt des musiciens, des philosophes et des scientifiques de France, puis de leurs homologues européens et américains.

Jean-Philippe Rameau nait à Dijon en 1683. Dès son enfance, il s'intéresse à la musique vocale et instrumentale produite tant dans les églises et dans les palais que dans les foires locales, où des troupes de musiciens et acteurs amusent les foules.

En 1711, il part vers Milan, où il entre en contact avec des musiciens et s'intéresse au mouvement de la *commedia dell'arte*. À son retour en France, il travaille comme organiste dans plusieurs églises. Lorsqu'il est l'organiste à la cathédrale gothique de Clermont-Ferrand, il écrit les livres qui le rendent célèbre, et commence à composer de la musique pour clavicorde et pour les spectacles des groupes de comédie italienne. Dans les années 1730, il entre au service d'Alexandre Jean Joseph Le Riche de La Popelinière, un des grands mécènes de France (après Louis XIV). En 1733, alors qu'il est chef d'orchestre de ce mécène, il compose et présente l'opéra *Hippolyte et Aricie,* chef-d'œuvre qui le hisse au sommet des compositeurs de son époque tout en bouleversant la tradition française que représentaient les compositions de son prédécesseur, Jean-Baptiste Lully.

En fait, ce sont trois traditions qui convergent chez Rameau : celle de la *commedia dell'arte,* qui émerge dans la péninsule italienne, où les acteurs sont masqués et où chacun joue un personnage spécifique qu'il met en scène en improvisant sur des textes écrits dans des livrets; celle de la comédie italienne, qui est pratiquée dans les théâtres et les foires du royaume de France; et celle de l'opéra développé par Peri, Cassini et Monteverdi en Italie et adopté par Jean-Baptiste Lully sous le règne de Louis XIV.

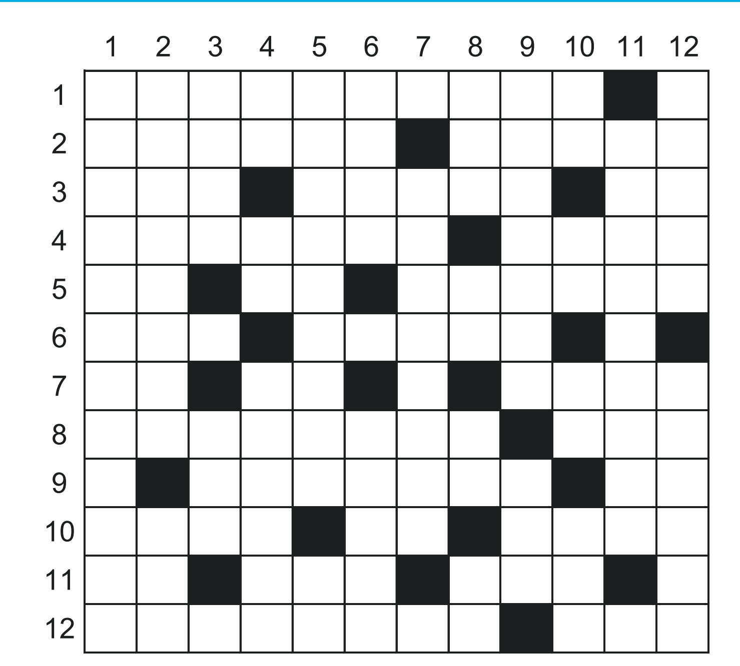
L'auteur anime *Trésor de la musique classique* à 21 h, les dimanches et mercredis sur CIVR 103,5 FM et Radiotaiga.com.

Sur les planches

Beauséjour, duo formé de Jocelyne Baribeau (Manitoba) et de Danny Boudreau (Nouveau-Brunswick), sur la scène Elks Lodge le 20 novembre 2019 à Yellowknife. La veille, ils ont présenté leur spectacle au DogHouse à Hay River dans le cadre de la tournée du Réseau des grands espaces. Sur scène, accompagné de leurs deux musiciens accordéoniste, violoniste et pro de bien d'autres instruments, Justin Doucet et Jessie Mea, ils ont présenté une version acoustique de leur album avec anecdotes incluses. Andrea Bettger et Ben Russo assuraient la première partie de ce spectacle organisé par l'Association franco-culturelle de Yellowknife. La tournée de Beauséjour se poursuit en Saskatchewan et au Manitoba au cours de la semaine. (Crédit photo : Batiste Foisy)

MOTS CROISÉS

N° 631



HORIZONTALEMENT

1. Marin.
2. Accomplir – Occupée.
3. Bain à remous – Nigaud – Chrome.
4. Signe du zodiaque – Aussi.
5. Argon – Sert à lier – Métal alcalin.
6. Article – Sortie.
7. Soldat américain – Champion – Égoïne.
8. Indéterminé – Demeure.
9. Tumeur – À moitié.
10. Plate – Vieux do – Douloureux.
11. Obtenu – Souverain – Affirmation.
12. Droites qui coupent une circonférence en deux points – Saison.

VERTICALEMENT

1. Mélancoliques.
2. Engin – Dévêtue.
3. Petit de la vache – Poème narratif au Moyen-Âge.
4. Infinitif – Dans la gamme – Assistera.
5. Théorie selon laquelle une capacité n'est pas innée mais acquise par l'éducation – Pronom indéfini.
6. Embarras – Esquimau.
7. Immédiatement.
8. Mèche de cheveux – Adverbe – Éminence – Fémur.
9. Famille de mammifères carnivores – Liquide.
10. Ricané – Titane – Démonstratif – Partie du pain.
11. Mouvement éducatif.
12. Plasma – Allongée.

RÉPONSE DU N° 631

E	T	E	■	S	E	T	N	A	C	E	S
E	■	I	U	O	■	I	O	R	■	U	E
R	E	M	A	■	T	U	■	E	I	N	U
I	M	■	E	M	O	N	E	D	A	■	Q
T	S	E	■	E	T	I	M	I	L	L	I
E	I	C	S	■	I	■	S	A	■	I	G
■	T	■	E	U	S	S	I	■	S	E	L
M	U	I	D	O	S	■	T	E	■	R	A
U	O	T	I	■	U	A	E	R	U	A	T
R	C	■	S	I	A	I	N	■	A	P	S
E	S	I	R	P	■	R	E	R	E	P	O
S	■	R	U	E	T	A	G	I	V	A	N

Horoscope

SEMAINE DU 17 AU 23 NOVEMBRE 2019

Signes chanceux de la semaine : Scorpion, Sagittaire et Capricorne



BÉLIER (21 mars - 20 avril)
S'il y a quelques frictions dans votre couple, vous pourriez avoir tendance à les régler avec une certaine promptitude. Au bureau ou ailleurs, vous réussirez à imposer le respect dans une situation chaotique et serez plutôt fier de vous.



TAUREAU (21 avril - 20 mai)
Vous devrez faire preuve de patience avec un membre de la famille. Vous commencerez possiblement à sortir les décorations de Noël et à faire briller votre maison comme jamais. L'idée de déménager pourrait aussi se manifester.



GÉMEAUX (21 mai - 21 juin)
Pour le travail ou des raisons personnelles, vous aurez pas mal de déplacements à faire. En prenant la parole, vous parviendrez à régler un conflit qui s'éternisait. Évitez de critiquer votre tendre moitié pour une petite maladresse.



CANCER (22 juin - 23 juillet)
Si vous êtes dans une situation financière précaire, vous devriez réussir à trouver la formule gagnante pour vous en sortir avec brio. Vous n'aurez pas la langue dans votre poche, ce qui pourrait vous amener à décrocher un poste de direction.



LION (24 juillet - 23 aout)
Vos idées auront tendance à se bousculer. Vous amorcerez divers projets sans nécessairement les terminer. Vous proposerez aussi de nombreuses activités à vos amis. Au travail, une tâche demandera plus de temps que prévu.



VIERGE (24 aout - 23 septembre)
Le stress déchargera complètement vos batteries. Il serait donc important non seulement de vous reposer, mais aussi d'entamer des démarches pour faire des changements considérables dans votre rythme de vie. Vous entreprendrez également une pratique de nature plus spirituelle.

BALANCE (24 septembre - 23 octobre)
Vous bénéficierez d'une vie sociale des plus actives. Même si vous souhaitez un peu de solitude, il y aura toujours quelqu'un pour vous sortir de votre isolement et vous faire sourire. Laissez-vous guider par les changements au lieu d'y résister.



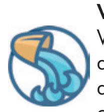
SCORPION (24 octobre - 22 novembre)
Vous serez probablement responsable d'un évènement qui rassemblera pas mal de monde. Au travail, vous réussirez à joindre l'utile à l'agréable et le plaisir dominera dans l'ensemble du bureau, si bien que tous seront plus efficaces.

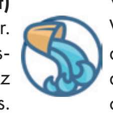


SAGITTAIRE (23 novembre - 21 décembre)
Alors que vous n'aviez rien de prévu à ce sujet, vous partirez en voyage à la dernière minute. Tâchez de rester concentré en ce qui concerne un apprentissage quelconque. Au travail, prenez le temps d'analyser les petits détails.



CAPRICORNE (22 décembre - 20 janvier)
Vos émotions domineront. Cette situation vous forcera à apprendre à avoir un certain lâcher-prise et à approfondir vos connaissances spirituelles. En couple, il faut prendre du temps pour s'amuser à l'occasion.





VERSEAU (21 janvier - 18 février)
Vous n'êtes pas toujours des plus patients avec votre partenaire de vie. Il serait sage de votre part de briser la routine dans votre couple et de vivre de nouvelles aventures passionnantes. Professionnellement, vous aurez l'audace de faire les changements qui s'imposent.



POISSONS (19 février - 20 mars)
Vous prendrez en charge toutes les urgences qui se présenteront à vous. Cette situation finira par vous être profitable au travail. En amour, les petites attentions démontreront l'intensité de vos sentiments mutuels.